Réponse à l'alerte : « Le journaliste Taha Bouhafs placé en garde à vue » (20 janvier 2020)

Alerte n°05/2020 reçu le 20 janvier 2020 : Alors qu'il était en mission pour le site d'information en ligne "Là-bas si j'y suis", le journaliste Taha Bouhafs a été placé en garde à vue au commissariat de police du 5ème arrondissement de Paris, le vendredi 17 janvier 2019, à l'issue d'une représentation théâtrale à laquelle il assistait. Constatant la présence du président français Emmanuel Macron, assis trois rangées devant lui dans la salle, le journaliste a filmé la nuque du président et posté les images sur Twitter, à 20h58, avec le commentaire suivant: "Je suis actuellement au théâtre des bouffes du Nord (Métro La Chapelle) 3 rangées derrière le président de la république. Des militants sont quelque part dans le coin et appelle tout le monde à rappliquer. Quelque chose se prépare... la soirée risque d'être mouvementée." Vers 22 heures, à l'extérieur du théâtre, environ 200 manifestants se sont dirigés vers l'entrée, scandant « Macron démission ». Taha Bouhafs, qui filmait l'évacuation par la police des manifestants, a été désigné par un membre du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) comme étant responsable de l'appel à manifester contre le président français. Le journaliste a été arrêté, puis déféré au palais de Justice de Paris, d'où il a été libéré samedi soir, sans être mis en examen. Le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire pour « participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations » et « organisation d'une manifestation non-déclarée ». La juge d'instruction a placé Taha Bouhafs sous le statut de témoin assisté (statut intermédiaire entre la mise en examen et le statut de témoin simple). L'avocat du journaliste a précisé, le 19 janvier, que son client s'était borné à transmettre sur Twitter une information qui avait déjà été diffusée par un autre compte Twitter quelques minutes avant. Concrètement, un message posté sur Twitter à 20h46, soit douze minutes avant celui du journaliste, par le compte d'une professeure anonyme suivie par 2.310 personnes, appelait au rassemblement de protestation devant le théâtre où se trouvait le président Macron. L'avocat de Taha Bouhafs a par ailleurs dénoncé la saisie par la justice du téléphone de Taha Bouhafs, dans lequel se trouvaient les images des scènes filmées vendredi soir, mais aussi les contacts du journaliste. Le 18 janvier, dans la soirée, une vingtaine d'organisations, dont la Fédération Européenne des Journalistes, les syndicats français de journalistes SNJ-CGT et SGJ-FO, la Ligue des Droits de l'Homme et le collectif Reporters En Colère, ont diffusé un communiqué dénonçant le caractère "abusif" du placement en garde à vue du journaliste.

Le vendredi 17 janvier 2020, M. Taha BOUHAFS était interpellé puis placé en garde à vue pour des faits de participation à un groupement en vue de commettre des violences et des dégradations. La procédure judiciaire est en cours, sous la direction d'un magistrat juge d'instruction.

La France entend rappeler que la procédure pénale suivie à l'encontre de Taha Bouhafs s'inscrit dans le strict respect du cadre légal prévu par le code de procédure pénale. Tant lors de son interpellation que pendant la mesure de garde à vue dont il a fait l'objet le 17 janvier 2019, les droits de ce journaliste ont été dûment respectés, contrôlés par l'autorité judiciaire garante des droits et libertés individuelles.

En application de **l'article 1er de la loi du 25 juillet 2013**, il n'appartient pas au ministre de la justice de donner quelque instruction que ce soit aux parquets dans le cadre de dossiers individuels, ni d'interférer dans les procédures judiciaires, en raison des principes constitutionnels de séparation des pouvoirs et d'indépendance de l'autorité judiciaire.

Ainsi, le placement en garde-à-veu était justifié au regard de l'un au moins des critères prévus par **l'article 62-2 du code de procédure pénale**.

Il convient en outre de souligner qu'en application de l'**article 63-1 du code de procédure pénale**, le gardé à vue se voit immédiatement notifier ses droits, dont le droit de faire prévenir un proche et son employeur, le droit d'être examiné par un médecin, le droit d'être assisté par un avocat, le droit de se taire lors des auditions ou encore le droit de présenter des observations au procureur de la République en cas de prolongation de la mesure.

Conformément à l'**article 62-3 du code de procédure pénale**, la garde à vue s'exécute sous le contrôle du procureur de la République qui apprécie si le maintien de la personne en garde à vue et le cas échéant la prolongation de la mesure sont nécessaires à l'enquête et proportionnées à la gravité des faits que la personne est soupçonnée d'avoir commis ou tenté de commettre. Ainsi, l'intégralité de la mesure privative de liberté dont l'intéressé a fait l'objet s'est déroulée sous le contrôle de l'autorité judiciaire.

Il appartenait ensuite, suivant l'article 63-8 du code de procédure pénale, au procureur de la République d'apprécier les éléments constitutifs de l'infraction dans son contexte particulier et de choisir la réponse pénale la plus adaptée à la fois aux faits et à la situation de ce journaliste.

C'est dans ce cadre légal précis que le procureur de la République de Paris, sans recevoir d'instruction dans ce dossier individuel, a décidé, au regard des éléments figurant dans ce dossier, de procéder au déferrement de l'intéressé ainsi qu'à l'ouverture d'une information judiciaire.

Par ailleurs, le juge d'instruction, autorité judiciaire parfaitement indépendante, a lui aussi apprécié en toute impartialité la situation du journaliste. En effet, à l'issue de l'interrogatoire de première comparution, ce magistrat a octroyé à Taha Bouhafs le statut de témoin assisté, son appréciation des éléments du dossier le conduisant à estimer que ces derniers ne permettaient pas, à ce stade, de le mettre en examen.

Il découle de la combinaison des dispositions prévues aux articles 105, 113-1 et suivants du code de procédure pénale que ce statut est intermédiaire entre celui de simple témoin et de mis en examen. Il offre des garanties par rapport au statut de simple témoin, notamment le droit à l'assistance d'un avocat et l'accès à la procédure, mais qu'il ne peut en aucun cas faire l'objet de mesures de contrainte ou de privation de liberté.

Enfin, la France demeure pleinement engagée dans la défense et la promotion de la liberté de la presse sur le plan national comme sur la scène internationale. Elle rappelle son attachement indéfectible à la défense de la liberté d'expression. La loi n°2010-1 du 4 janvier 2010 relative à la protection du secret des sources des journalistes a ainsi consacré un principe général de protection du secret des sources journalistiques à l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Par ailleurs, l'article 431-1 du code pénal incrimine le fait d'entraver l'exercice de la liberté d'expression.